

QUELS ENJEUX, QUELLES PERSPECTIVES POUR LA REFONDATION D'UNE GAUCHE RADICALE ?

(Ce texte de Gilbert Dalgalian du 23 / 02 2008 est destiné à lancer la discussion sur l'autogestion, en vue des états généraux)

Nous avons largement sous-estimé les liens étroits qui relient ces trois facteurs :

- Notre programme (seulement nos "125 propositions" ou davantage ?)
- Notre stratégie (passée et à venir)
- Les causes du désastre de 2006-2007.

Dans les causes du désastre, nous avons sous-estimé notre part de responsabilité : par un souci de compromis unitaire, notamment avec le PC, les "125 propositions" sont restées un programme de défense des droits acquis (ou de retour aux droits perdus), un programme plus syndical que politique, plus catalogue que projet d'avenir.

Peu importe désormais qu'on ait eu raison d'essayer ou tort d'y avoir cru. Le résultat est que nous ne portons pas un projet GLOBAL ET COHÉRENT. La conséquence que nous devons en tirer, c'est une refonte complète de notre projet, sans oublier les "125 propositions", mais en les inscrivant dans une conception offensive de la transformation sociale sur le moyen et le long terme.

Si on approuve cette remise en perspective de notre mouvement qui doit rester unitaire, ouvert à tous les anti-capitalistes, il nous faut éviter de recommencer en pire la fausse unité de 2006 qui a conduit à l'absence d'une vraie gauche radicale et unie aux présidentielles de 2007.

1. Rapide survol du désastre :

Le pays appelle une transformation globale depuis 1995 : grèves de 95 avec pour seule traduction le succès du PS en 97, rejet de la gauche plurielle le 21 avril 2002, grèves prolongées de 2003, rejet de la droite en 2004, "Non au TCE" le 29 mai 2005, mobilisation anti-CPE et recul de Villepin en 2006. Autant de signes qui marquent cette exigence d'un vrai projet global et cohérent.

Mais – **1^{ère} leçon** – **l'horizon du PS n'a jamais dépassé celui du libéralisme dominant, ni rejoint la demande sociale qui s'exprimait.**

Arrivent ensuite les facteurs internes à l'ensemble des gauches antilibérales, plus catastrophiques encore, parce qu'ils nous concernent tous : notre incapacité collective à développer une stratégie unitaire de masse.

Au premier chef, la division induite par les trois forces qui devinrent la colonne vertébrale du rassemblement antilibéral, bien qu'elles n'en fussent pas les initiatrices :

- La gauche du PS qui a abandonné son positionnement anti-TCE lors de la synthèse sans principes du Mans ;

- La majorité de la LCR qui a refusé de jouer le jeu de l'unité et privilégié l'objectif de se renforcer au détriment du rassemblement ; ce faisant, la LCR aura failli à porter sa radicalité hors de ses propres rangs et laissé le champ libre au PCF ;
- Et la plus décisive de toutes, la force du PCF, profondément divisé et dont la direction, naviguant à vue, n'a jamais choisi entre deux alliances, l'une avec le PS (pour des motifs électoraux), l'autre avec les antilibéraux (pour des raisons qui auraient pu être de fond, mais se sont avérées tactiques et boutiquières). Ce faisant, le PC n'a pas su engager sa refondation sur une ligne anticapitaliste ouverte et unitaire.

Deuxième leçon : l'entente entre courants ou partis ne garantit pas l'unité et contient même en germe l'échec des antilibéraux.

La faiblesse plus particulière des antilibéraux "sans partis" aura été, après l'éclatement du rassemblement, de n'avoir pas été en mesure de se prémunir des logiques de division portées par ces trois forces ou partis, sur l'entente desquels reposait tout le processus unitaire.

Naïveté, insuffisance de réflexion ou incohérence, il s'agit d'une faiblesse politique que nous avons payée au prix fort !

L'erreur dans ce cas aura non seulement consisté à ne pas nous garantir contre les dérives partidaires, mais aussi à sous-estimer la force et la signification profonde des Collectifs comme **creuset essentiel du rassemblement.**

Le seul fait que les Collectifs ont su réunir des militants de tous bords aurait dû nous alerter et changer notre perception des nouveaux rapports de forces à gauche en train de se dessiner sous nos yeux jour après jour.

Troisième leçon : les Collectifs antilibéraux ne sont pas une force de plus, mais le germe et le modèle de la force nouvelle unitaire à construire.

2. Le déficit programmatique et comment le surmonter :

Au-delà de la mécanique du désastre, il existe une impasse plus profonde et plus ancienne de la transformation sociale.

Un aspect important de l'incapacité - commune à **toutes les gauches** - à dépasser l'horizon du capitalisme, c'est de ne pas avoir été capables d'articuler un programme en d'autres termes que de préservation des acquis ou de réappropriation des acquis perdus.

Mis en forme : Police :Gras

Cela renvoie aussi bien à l'incohérence programmatique du PS, qu'au **déficit de propositions constructives globales** dans nos "125 propositions". N'était-ce pas le moment après le 29 mai 2005 de s'attaquer à un projet global cohérent ? Lequel, de surcroît, aurait verrouillé les dérives opportunistes du PCF et les alibis sectaires de la LCR, empêchant ainsi ces partis de se dérober à l'unité ...

Mais ce déficit programmatique, en partie partagé entre gauche et extrême gauche, renvoie à une réalité sous-jacente : nous aussi, nous nous sommes soumis - inconsciemment et sans trouver la parade - à ce fait terrible que la politique traditionnelle a de moins en moins d'impact sur l'économie et que, dans une démocratie réduite à la seule représentation, c'est-à-dire à la seule 'délégation de pouvoir', ce sont **les secteurs capitalistes qui décident de ce qui est permis aux politiques**. Et la politique n'est plus alors qu'une dimension du capitalisme.

Face à une économie mondialisée, la démocratie de représentation n'a pas ou n'a plus le pouvoir de représenter effectivement les citoyens, ses mandants.

Il est grand temps d'inventer de nouveaux instruments démocratiques.

En attendant, sur cette toile de fond du **vide programmatique et démocratique**, la tentative de contre-révolution conservatrice sarkozienne prospère : remise en question totale du statu quo social de l'après-guerre.

En face, à gauche, aucun programme qui prenne en compte la dimension nouvelle de la **mainmise de l'économie capitaliste** sur toutes les formes d'objets de la vie économique, sociale, culturelle, environnementale, médiatique et politique, en France et dans le monde !

Comment reconstruire sur un tel champ de ruines idéologique, culturel et politique ?

L'action politique exige des orientations nouvelles à hauteur des enjeux et des menaces : écologiques, sociales, antidémocratiques, ainsi qu'une compréhension de la complexité des luttes à venir.

Car, à la faveur des expériences du passé et face à la pieuvre mondialisée, le combat est désormais à mener sur trois fronts :

- Contre le pouvoir des capitalistes sur l'État et dans les entreprises, mais aussi sur la société toute entière ;
- Contre toutes les forces - politiques, syndicales, technocratiques, ou bureaucratiques - lorsqu'elles tendent à se substituer aux forces sociales, aux classes laborieuses, à paralyser leur action et à usurper leur expression (avec ou sans délégation de pouvoirs) ;
- Mais aussi contre les facteurs "objectifs" adverses, souvent mal identifiés ou mal maîtrisés, à condition de se doter des moyens adéquats :

- ◆ contrôle et/ou gestion d'entreprise,
- ◆ prise en compte des expressions minoritaires (absentes de la démocratie traditionnelle),
- ◆ maîtrise des contraintes environnementales,
- ◆ contrôle ou gestion des services publics,
- ◆ arbitrages entre des exigences contradictoires : sociales, écologiques, économiques (elles-mêmes à redéfinir en fonction non du profit maximal des marchés financiers, mais en vue de l'utilité sociale au sens large).

Bref, nous sommes entrés dans un monde où le capital ne dispose plus d'espaces nouveaux à conquérir et où il doit chercher ses "nouveaux territoires" soit dans "l'innovation pour l'innovation" sans considération d'utilité sociale, soit dans la privatisation massive des services publics.

La pieuvre capitaliste parvient même à accaparer toute la gestion de l'environnement : eau, déchets, énergie, transports.

Elle récupère ainsi - tout en les dénaturant - les combats écologiques qui n'auraient jamais dû échapper à une gestion publique sous contrôle démocratique. Elle remet en question le droit du travail, le droit des affaires (pour plus d'impunité) et tous les acquis sociaux majeurs.

Nous sommes entrés dans un monde où le pouvoir politique et la démocratie représentative sont dilués, noyés, dans un océan de pouvoirs et de macro-pouvoirs privés qui enserment tout, entravant tout ce qui ce qui pourrait échapper aux profits financiers et aux corsets idéologiques. Au détriment de politiques globales de solidarités collectives !

La délégation de pouvoir, a montré ses limites démocratiques

Il nous faut travailler à des ripostes à la mesure de ce maillage capitaliste ultra-libéral, pour lequel la dispersion des pouvoirs n'empêche pas la cohérence.

Il est désormais insuffisant - et largement inefficace - de limiter le combat au seul plan des institutions et des organisations politiques : **c'est toujours une lourde erreur de croire qu'on puisse continuer de s'en contenter.**

La délégation de pouvoir, en tout cas comme principe unique, a montré ses limites démocratiques et ses limites d'efficacité : elle apparaît - plus clairement que jamais dans le passé - comme le plus souvent réduite à une représentation irresponsable, bureaucratique, manipulable ou superficielle et, au final, source d'arbitraire et d'abus de pouvoir : toutes les formes de la corruption, intellectuelle ou matérielle, y sont potentiellement ou réellement présentes.

- Ce n'est pas là seulement le fait d'une loi électorale inique, du cumul des mandats et de la professionnalisation des élus. C'est aussi et surtout l'abandon par les citoyens de la fonction politique aux seuls élus,

choisis et proposés par des partis censés garantir le jeu démocratique. En réalité les partis ont, dans la démocratie représentative, une mainmise quasi totale - et incompatible avec une véritable démocratie - sur l'expression politique : on vient d'en faire la très amère et très directe expérience lors du désastre de l'unité trahie en 2006-2007.

Ainsi, face à l'hydre du capitalisme financier mondialisé, au substitutisme des appareils et des avant-gardes autoproclamées et devant des tâches complexes, parfois difficiles, dans des contextes historiques nouveaux, **la seule réponse concrète et adaptée est l'autogestion sociale et politique généralisée : de l'État, des activités sociales et, pour commencer, des entreprises qui sont au cœur et de la vie sociale et demeurent le moteur de la vie économique.** Elles sont en même temps le secteur où le capital produit le plus de dégâts en chaîne, et où il est malgré tout le plus vulnérable.

Nous verrons plus loin que l'autogestion est à la fois une stratégie, un programme et une pédagogie révolutionnaires, dans laquelle la révolution ne se paie pas de mots, mais se nourrit de prise de responsabilités tous azimuts par tous les citoyens.

Ceux-ci en ont aujourd'hui les moyens - culturels, technologiques, éducatifs - et l'urgence !

L'autogestion sociale et politique n'est pas seulement une stratégie de lutte contre l'envahissement capitaliste de tous les secteurs de la vie (et de la survie) des humains ; elle est aussi le seul moyen de définir démocratiquement - au plus près des besoins exprimés - un vrai projet anti-productiviste, autrement dit de définir les formes d'une production, socialement supportable et écologiquement nécessaire.

Par le changement culturel fondamental qu'elle induit dans les attitudes et les habitudes, l'autogestion est un outil décisif pour inventer des formes de "délégation de pouvoir", qu'il faudra bien instituer pour les arbitrages régionaux et nationaux entre des contraintes et exigences contradictoires.

L'autogestion est, en fin de compte, le seul moyen de fédérer les luttes : tous les combats catégoriels et sectoriels peuvent diverger, seule **l'autogestion peut les fédérer !** En ce sens nos Collectifs sont la préfiguration la plus aboutie à ce jour d'une Force nouvelle de rassemblement.

En tant que modèle de lutte et de société, l'autogestion est la seule forme politique émancipatrice susceptible de fonctionner à l'échelle de l'Europe et de la planète. Elle se décline et s'adapte à tous les contextes,

puisque'elle prend en compte par définition toutes les spécificités sociales, économiques, écologiques et culturelles, même minoritaires.

Elle permet ainsi à terme de nous assurer le seul environnement politique et intellectuel international susceptible de bloquer le bulldozer de la barbarie mondialisée.

En outre, l'autogestion, respectueuse des peuples, peut fournir de nouvelles bases pour une autre Europe : sociale, démocratique, solidaire des pays du Sud envers lesquels nous avons, en tant qu'Européens, des devoirs et des dettes.

Les dirigeants européens, malgré leurs tentatives d'harmoniser les politiques nationales au bénéfice d'un espace capitaliste

unifié, ne peuvent que diviser l'Europe, mettre en compétition les travailleurs et, en fin de compte, opposer les peuples entre eux. Tandis qu'un socialisme autogestionnaire représente à terme la seule base possible pour une Union européenne socialement intégrée, démocratique et populaire, et en situation de contribuer à la sortie des pays du Sud de la misère et de l'exploitation.

On pourrait relire toute l'histoire moderne - depuis 1789, en passant par la Commune de Paris et octobre 1917 ("Tout le pouvoir aux Soviets", à l'opposé du stalinisme qui lui succéda), par juin 36 et mai 68 dans les usines, sans oublier l'autogestion algérienne des Biens vacants de 1962 à 1965 - à la lumière de ce tropisme d'émancipation, toujours renouvelé, qui à chaque étape historique perpétue cette lente conquête de l'autonomie, une prise en mains de leur destinées par les exploités eux-mêmes.

Longue tradition jalonnée d'essais et de défaites, mais aussi d'espoirs et d'avancées qui nous montrent la route !

On a pu longtemps croire que l'autogestion serait un mieux, une option, sur le véhicule du socialisme : en fait l'autogestion est le véhicule et non l'option !

3. Les choix stratégiques devant nous :

Une fois nos yeux grands ouverts sur les ratés du passé et sur la complexité des luttes à venir, les choix sont simples, du moins à concevoir :

- Soit on se retrouve dans une situation schizophrénique qui consiste en un discours radical loin de toute prise de responsabilités partagées : c'est la double pensée qui mène au double langage, se gargarisant de changements, qui ne viendront jamais parce qu'on ne les prépare pas concrètement.

- Soit on investit tous les domaines que l'on peut : de nos vies, de nos entreprises, de nos bureaux, de nos

L'autogestion est à la fois une stratégie, un programme, une pédagogie révolutionnaires ...

On a pris l'autogestion pour une option sur le véhicule du socialisme : en fait l'autogestion est le véhicule et non l'option !

écoles, de nos quartiers et villages, de nos lieux de consommation et de loisirs, de toutes nos sphères d'activités, sans oublier nos conseils municipaux (même si on n'est pas élu). Dans ce cas, on ne 'cause' pas de la révolution, on l'apprend et on la construit en la faisant avancer jour après jour. C'est le passage, lent et laborieux, de la démocratie formelle "pour le peuple" à la démocratie effective "par le peuple".

Si on opte pour cette seconde voie, la construction du Rassemblement unitaire devra alors aller de pair avec la mise en œuvre pratique d'actions de contrôle et de gestion tous azimuts : celles-ci seront le moteur et la raison d'être d'une force politique unitaire.

L'autogestion exige une vraie Force nouvelle qui la représente et qui la coordonne : s'il est prématuré - pour quelques années encore - de prétendre construire LE « parti unitaire pour l'autogestion généralisée », ce doit être dans l'immédiat une forme d'organisation nouvelle : ouverte, plurielle, non hiérarchisée. La diversité des opinions et des origines ne doit pas empêcher une certaine discipline d'action.

Pourtant, la forme de l'organisation à inventer sera à l'image des priorités politiques et sociales.

4. Fronts et tâches prioritaires :

L'autogestion sociale et politique généralisée répondant aux urgences et aux menaces, telle qu'esquissée ci-dessus, signifie porter la lutte sur au moins quatre fronts prioritaires : la préservation des acquis sociaux et des services publics et leur extension radicale; la préservation de l'environnement déjà lourdement hypothéqué par le productivisme et les puissances financières ; l'approfondissement de la démocratie ; et l'imposition de nouveaux rapports de pouvoir et de gestion dans les entreprises et les services.

Essayons d'en dessiner les contours :

a) la préservation des acquis sociaux et des services publics :

Premier domaine des luttes, c'est par tradition et par nécessité celui des mobilisations les plus larges. Il reste prioritaire et a été, pour l'essentiel, bien défini dans les '125 propositions'. Il y a très peu à en redire ou à leur rajouter, si ce n'est qu'elles ont souffert d'un contexte politique détestable et d'un manque de vision d'ensemble.

Or la perspective de l'autogestion - à condition d'y réfléchir collectivement - peut apporter cette vision globale, qui seule donne aux revendications immédiates une cohérence et un lien entre les mesures d'urgence et les changements en profondeur : la construction d'une **autre société, tournée vers des productions socialement utiles.**

b) la préservation de l'environnement :

Ce domaine n'est pas limité aux seules urgences écologiques, il est aussi un terrain prioritaire de la lutte des classes.

En effet, une dérive importante est déjà en marche : la mainmise du capital financier sur l'énergie (même renouvelable comme les biocarburants, les éoliennes), et sur la quasi totalité des industries et des services de l'environnement signifie que les mutations techniques et celles du mode de vie (et de survie) seront de plus en plus financées et supportées par les classes laborieuses et précaires.

Autrement dit, les coûts et les sacrifices, au lieu de provoquer l'indispensable partage des richesses, vont - dans ce système de prédation capitaliste - accroître gravement les inégalités.

D'où l'importance non seulement de contrôler et de gérer démocratiquement ces industries et services, mais aussi et avant tout de **fédérer les luttes : le social et l'écologie ne sont pas des domaines étanches**, mais subissent ensemble la marchandisation de tout et de tous et le creusement des inégalités.

Le social et l'environnement sont liés, parce qu'ils sont les deux faces du même péril qui menace l'humanité. Ils ne seront sauvés que par l'invention de nouveaux instruments de contrôle et de gestion.

c) l'approfondissement de la démocratie :

La démocratie représentative, nous l'avons dit, vide la démocratie elle-même de son contenu : le coup de grâce lui a été donné par la modification de la Constitution et l'adoption du Traité européen, l'une et l'autre sans référendum !

Ce ne fut pas le résultat d'un affrontement droite/gauche dont l'issue aurait été défavorable, mais celui de la trahison d'une partie importante des parlementaires du PS. Les représentants élus ne représentent plus le peuple qui les a élus. La faillite de la démocratie formelle a atteint son point culminant dans la double forfaiture *de facto* du Congrès de Versailles : par le gouvernement et par « l'opposition ».

A d'autres niveaux, les exemples pullulent de clientélisme, d'opportunisme électoral, d'alliances contre nature, de braderie des services publics au privé par des élus municipaux et autres.

Le panorama des élections municipales de 2008 est édifiant : à quelques exceptions près, le PC privilégie l'alliance avec le PS, lequel a de nombreuses listes communes avec le MODEM, lequel MODEM a de son côté des listes avec l'UMP qui fait sur bien des points la politique du

Front national ... Voilà le bilan concret de la démocratie représentative en France en 2008 !

Il nous appartient, si nous voulons être autogestionnaires, **d'inventer de nouvelles formes de mobilisation, de contrôle et de gestion offensives sur ce front des institutions.**

Mais cela ne saurait suffire. Il faut en outre faire vivre – via les associations existantes ou par notre intervention propre – d'autres formes de contrôle et de gestion : comités de quartiers, associations locales de parents d'élèves, de consommateurs, de locataires, de chômeurs, de précaires, de sans papiers, de femmes, de sans-abri, d'autres minorités opprimées.

Les secteurs précarisés ne doivent pas être laissés à leur initiative propre, souvent difficile à mettre en branle : nos Collectifs peuvent aider à mettre en place de telles associations là où c'est nécessaire.

Notre mouvement se justifie et se nourrit de ce type d'actions. Un bel exemple a été donné par le Réseau Éducation sans Frontières (RESF) qui a su largement mobiliser pour prendre en charge des centaines d'enfants et leurs familles, menacés d'expulsions plus expéditives les unes que les autres. Ce type d'action est un modèle pour les Collectifs.

Sur le front de la lutte pour plus de démocratie, un acquis est à préserver et à défendre bec et ongles : la laïcité, qui seule garantit la liberté de conscience et permet à tous l'accès à la vie politique. En ce sens la laïcité est même le prolongement de l'antiracisme sur d'autres fronts.

Une mobilisation du même ordre reste indispensable pour la défense des droits des femmes et pour leur promotion dans tous les secteurs d'activités. Nos Collectifs peuvent là aussi jouer un grand rôle sur ce front particulier d'une démocratie encore inachevée ...

En résumé, le combat pour approfondir la démocratie est d'autant plus nécessaire et porteur qu'il peut trouver d'utiles relais dans des catégories socioprofessionnelles (magistrats, avocats, médecins, journalistes, enseignants, inspecteurs du travail, artistes) qui ne sont pas traditionnellement au cœur des luttes sociales.

d) l'imposition de nouveaux rapports de pouvoir et de gestion dans l'entreprise :

Ce domaine, arrivé ici en dernier, est pourtant le plus décisif. C'est dans les entreprises et les services que culminent les contradictions et les conflits générés par un patronat, d'autant plus tyrannique qu'il est par ailleurs soumis aux pressions des actionnaires et des marchés financiers.

C'est là aussi que les salariés et leurs familles sont le plus touchés : dans leurs salaires, leurs rythmes et condi-

tion de vie, dans leur santé et leur équilibre mental, dans leur dignité de travailleurs, de techniciens ou de cadres, et au regard de leur survie dans un emploi stable.

C'est ici aussi que les révoltes, les grèves, les prises d'otage du patron, les occupations d'usines éclatent avec la régularité du métronome.

C'est le point névralgique du capitalisme : c'est là qu'est produit l'essentiel de la plus-value, l'essentiel de la richesse ; mais c'est là aussi que règnent de plus en plus le non-droit (démantèlement du droit du travail, horaires arbitraires, harcèlement) et les délocalisations injustifiées. C'est là que la révolte et les luttes connaissent un développement impressionnant : pour preuve la brusque accélération en 2007-2008 des grèves lancées à l'initiative des salariés du privé, en court-circuitant le cadre syndical.

Dans ce contexte il faut tirer la leçon des "35 heures" comme durée légale du travail : celle-ci (et les RTT qui en découlent) sont populaires et justes, mais elles ont souffert d'être octroyées d'en haut, sans la moindre concertation avec les travailleurs concernés. Il en serait allé très différemment dans un régime d'autogestion où tout doit se faire avec la base, par en bas.

Face à cet empire du non-droit et des nouvelles formes d'esclavage (notamment dans la surexploitation des femmes et des travailleurs étrangers ou sans papiers), il faut relever un facteur positif : les niveaux d'éducation et de formation sont tels **qu'aujourd'hui il n'existe plus d'entreprise ou de service dont le personnel (cadres compris) ne soit pas collectivement capable d'assurer la gestion sans en référer au PDG.** (cf. les SCOP ci-après)

Si d'un côté le pouvoir dans l'entreprise est mal partagé, de l'autre les savoirs et savoir-faire sont mieux partagés que jamais dans l'histoire du capitalisme.

Même si les entreprises ne tomberont pas du jour au lendemain dans un régime d'autogestion, il est dès aujourd'hui partout possible d'exiger : le contrôle des livres de comptes, l'accès aux cahiers des charges et à tous les documents internes ou commerciaux pour les délégués élus et la participation immédiate de ces derniers aux réunions de direction et de politique industrielle ou commerciale de l'entreprise.

Les syndicats qui ne mettent pas ces exigences à l'ordre du jour dans le contexte de 2008, face à la menace permanente des délocalisations et de l'arbitraire des actionnaires, ne font rien moins que trahir leur mission de protection non seulement des travailleurs, mais aussi de l'entreprise.

Les Collectifs, dans lesquels militent de nombreux syndicalistes, auront à cœur de remettre les syndicats devant leurs responsabilités et, le cas échéant, de former des

Collectifs d'entreprise pour y mener les actions que la survie de l'entreprise rend indispensables.

Un contrôle ou une gestion démocratique des entreprises entrera nécessairement en contradiction frontale avec les intérêts des actionnaires ou les majorités des Conseils d'Administration. Si une sortie de la cotation boursière s'avère alors nécessaire et cependant source de conflits, il revient au personnel seul de décider de cette sortie et de prospecter les financements de substitution possibles.

Si de tels cas se multiplient, le problème se pose alors d'une législation ad hoc permettant aux entreprises de sortir de la Bourse et même de l'actionariat, en vue d'une gestion conforme aux décisions des producteurs eux-mêmes.

Ailleurs la possibilité d'une transformation de certaines PME en SCOP (Coopératives ouvrières de production) doit être étudiée en fonction de chaque contexte par le personnel et ses élus. Il existe en France plusieurs centaines de SCOP qui fonctionnent et ne sont jamais menacées de délocalisations.

Plus généralement la menace d'une récession économique mondiale en 2008-2009 – voire d'une crise majeure – met à l'ordre du jour une vraie réflexion nationale sur la gravité, les conséquences de cette crise, sur les parades, les formes de sauvegarde de l'emploi et des structures de production essentielles. Une telle réflexion ne peut se mener à l'échelle de la seule entreprise. C'est toute l'économie européenne et mondiale qui est concernée.

Pourtant, quelle que soit l'issue d'une réflexion collective experte, aucune solution en cas de crise grave ne peut faire l'économie d'une négociation avec les travailleurs des entreprises pour adapter celles-ci au contexte de crise.

N'oublions jamais que ce n'est pas le profit qui crée les richesses, mais la créativité et le travail des salariés, et leur action sur les ressources de la planète, qui produisent richesses et profits. Il faudra bien revenir à cette donnée fondamentale de toute création pour relancer la machine sur d'autres bases.

Les humains méritent mieux que cette dépossession totale de leur créativité et de leur responsabilités.

Les ébranlements du capitalisme sont des moments privilégiés pour un partage du pouvoir économique et pour un nouveau rapport de forces politique. C'est à partir de là que toutes les formes de socialisation de l'outil de production ou des services deviennent possibles.

5. Réflexion stratégique d'ensemble :

Abandonner ou négliger n'importe lequel des quatre fronts de lutte ci-dessus reviendrait à tourner le dos à toute construction d'une société démocratique autogestionnaire, radicalement aux antipodes de la barbarie qui se met en place, avec la complicité de nombreux élus.

Cependant le front de lutte décisif est bel et bien celui des nouveaux rapports de pouvoir dans l'entreprise : c'est là que peut et doit avoir lieu la rupture avec un système de production qui vampirise à la fois les richesses produites et les producteurs de celles-ci.

A un certain moment du processus autogestionnaire, il devient nécessaire de contrôler et de socialiser les moyens de production.

C'est dans l'entreprise que doit avoir lieu la rupture avec un système de production qui vampirise les richesses et les producteurs.

Le capitalisme mondialisé du XXI^e siècle ne doit sa survie qu'au consentement ou à la passivité relative des peuples et des classes laborieuses devant ce système de prédation sans limites et de pouvoir discrétionnaire sur l'outil de production.

Que ce système soit remis en cause et c'est toute la perception des possibles qui bascule vers d'autres horizons : plus humains, plus écologiques, plus civilisés, plus démocratiques.

Le secteur des entreprises et des services est le terrain où se joue prioritairement l'issue de la course entre socialisme et barbarie

Seule une société autogestionnaire – encore à inventer collectivement dans ses formes et institutions – sera capable de construire un État démocratique (sans usurpation par des élus non révocables) qui régule l'ensemble de la production, mettent fin à la domination de la marchandise ramenant le marché à ses seules fonctions d'expression de la demande, en le soustrayant définitivement à la spéculation, à la concentration de l'outil de production et des circuits de consommation aux mains de trusts et cartels.

Ce ne serait pas le retour aux illusions de la planification bureaucratique (de type stalinien), mais un équilibre à trouver entre une société directement associée à toutes les décisions, un État démocratique soumis à ce régime d'autogestion sociale et politique et une production régulée par les citoyens eux-mêmes en fonction des besoins et des moyens, sans interférence du capital, notamment financier.

A l'heure de l'Union européenne et de l'économie mondialisée, il est vain d'espérer construire un espace économique autonome dans un seul pays : ce modèle de luttes et de société ne s'imposera que grâce à un persévérant travail syndical et politique international.

Une récession ou une crise économique grave pourrait - du jour au lendemain - mettre au premier plan des urgences les solutions autogestionnaires que nous serions à

même de mettre en œuvre. Ce n'est qu'au terme d'une évolution autogestionnaire de plusieurs autres pays qu'on peut imaginer construire un espace économique autonome consolidé. En attendant, sont à l'ordre du jour toutes les formes de contrôle et de gestion que les citoyens peuvent investir.

6. Perspectives d'organisation :

On aura compris de tout ce qui précède que notre mouvement des Collectifs – et bientôt de la **gauche radicale unie** qui est notre objectif – doit se structurer et s'organiser selon deux critères :

- a) **féderer le plus largement possible** tout l'éventail des courants anticapitalistes et écologistes radicaux altermondialistes ;
- b) **mais aussi unifier ce rassemblement autour d'un programme unitaire** qui ne peut que s'inscrire dans la perspective du socialisme d'autogestion ci-dessus esquissée.

Pour arriver à cette structuration – efficace et non hiérarchisée – plusieurs tentatives ont mené ou mènent clairement à l'impasse : l'une d'elles fut le Collectif d'initiative unitaire national (CIUN) dont on a vu qu'il fut plus désuni qu'unitaire, plus un instrument des courants organisés qu'un objectif stratégique sérieux.

Une autre tentative, en soi très pertinente, est la lancement par la LCR d'un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Ce projet pourrait rejoindre celui que j'ai essayé d'ébaucher d'un socialisme d'autogestion, d'autant que l'autogestion socialiste est depuis longtemps au programme de la LCR et figure en bonne place dans son 'Manifeste' et dans le préambule de ses statuts.

Où se cache alors le défaut majeur de ce projet ? Toute structure pyramidale de parti – même d'extrême gauche, s'avère incapable de fédérer l'éventail des anticapitalistes.

D'ailleurs comment peut-on prétendre ouvrir le nouveau parti aux anticapitalistes tout en prenant une initiative sans discussion avec les partenaires multiples qui ont un projet semblable ?

C'est que - aussi bien avant qu'après le désastre de 2007 – la majorité de la LCR nourrit un projet certes anticapitaliste, mais **sans l'autogestion** (malgré son Manifeste). Et dans ce cas il vaut mieux pour elle, en effet, ne pas associer les autres composantes de la mouvance anticapitaliste ... Car ce serait donner la priorité à la base sur l'appareil et à la société civile sur LE parti.... !

C'est justement ce que nous – les Collectifs - ne voulons pas. Notre démarche autogestionnaire est ouverte à tous les anticapitalistes, tandis que la démarche de la LCR nous a exclus d'emblée.

Sur l'autogestion – des luttes, de la société, et de **notre organisation** – nous ne devons pas céder d'un pouce.

Parce que notre forme d'organisation préfigure le type de société que nous voulons bâtir : une société autoritaire autour d'un parti centralisé et hiérarchisé ? Ou, au contraire, une société démocratique autour d'une force plurielle, attentive à tous ses militants et composantes et dont les 'cellules de base' soient souveraines ?

Nous, Collectifs, avons de fait déjà choisi la 2^{de} voie ! nous reste à la confirmer, à la construire, avec tous ceux - y compris la LCR – qui voudront bien participer à cette grande avancée collective pour le XXI^e siècle : une voie d'autogestion socialiste aux formes démocratiques inédites.

Alors quelle organisation ?

Deux possibilités se présentent à l'occasion des états généraux de la gauche radicale dont la tenue est prévue pour 2008 :

- soit un rapprochement de plusieurs groupes et courants (MAG, Communistes unitaires, gauches du PS, gauches écolos et - pourquoi pas ? – la LCR) peut se réaliser avec nous, les Collectifs, **sur une base autogestionnaire** ; et dans ce cas tout est possible dans un cadre unique intégré. La discussion fine du programme, l'accord sur une stratégie des luttes, l'organisation et ses structures seront à l'ordre du jour de cette refondation d'une vraie gauche radicale en France. **Le mouvement dans son ensemble en sortirait immédiatement renforcé et unifié.**
- Soit l'accord ne peut pas se faire sur l'autogestion des luttes et de la société à construire et, **dans ce cas, nos Collectifs s'organisent de façon autonome pour préserver et étoffer la pratique et le programme de l'autogestion socialiste.**

Nous ne pourrions guère progresser dans notre propre organisation avant d'avoir clarifié cette convergence stratégique avec nos partenaires anticapitalistes déjà organisés ailleurs.

Ce sera l'enjeu des états généraux. Et c'est en dernier ressort une question de **désir d'aboutir**.